



Des militants violentés à la Philharmonie, alors qu'ils dénonçaient le génocide à Gaza

Description

Plusieurs militant-es ont été frappés-es alors qu'ils et elles participaient à une action de perturbation pacifique lors du concert de l'Orchestre philharmonique d'Israël, hier à Paris.

Par l'Agence Média Palestine, le 7 novembre 2025



À « À trois reprises, des spectateurs en possession d'un billet ont tenté de diverses manières d'interrompre le concert dont deux fois avec l'usage de fumigènes. Des spectateurs se sont interposés et des affrontements ont eu lieu. Les auteurs de troubles ont été évacués et le concert, qui avait dû interrompre, a repris et est achevé dans le calme », écrit la Philharmonie de Paris dans un communiqué.

Les « auteurs de trouble » ne sont autres que des militant-es solidaires avec la Palestine qui, depuis des mois, tentent d'alerter sur la tenue de ce concert. Interdit-es de manifester par la préfecture, iels avaient fait le choix d'une action perturbatrice pacifique, allumant des fumigènes et scandant des slogans de solidarité avec le peuple palestinien et des appels au boycott d'Israël en raison de son régime d'apartheid et de sa guerre génocidaire.

Ils et elles ont été violemment frappés-es par des spectateurs puis escortés-es par les agent-es de sécurité vers la sortie, où cinq d'entre elles et eux ont arrêté-es par la police et placés-es en garde à vue. Des dizaines de militant-es rassemblés-es à l'extérieur du bâtiment ont été encerclés-es par la police, et ont été copés d'une amende.

À « Pas de musique pour le génocide »

Le concert au cœur de cette polémique est celui de l'Orchestre philharmonique d'Israël (IPO), dont le secrétaire général Yair Mashiach a déclaré le 21 mai 2025 : « L'Orchestre philharmonique d'Israël est l'orchestre national de l'État d'Israël et son ambassadeur culturel dans le monde. »

« L'orchestre ne peut être dissocié du régime israélien, comme toute institution nationale de n'importe quel pays », explique le collectif Artistes pour la Palestine, qui dénonçait la participation de l'IPO dans le contexte de la [guerre génocidaire](#) menée par Israël à [Gaza](#).

« Depuis plus de 2 ans, il n'y a d'autre musique qui résonne en Palestine que le bruit des bombes, et des hurlements des hommes, des femmes et des enfants », rappelle pour sa part un communiqué de Palestine Action France, qui exigeait depuis des semaines l'annulation du concert. De même, la campagne BDS-France affirmait la semaine dernière dans un communiqué que : « ce concert ne peut être considéré comme un simple événement artistique : il constitue un acte de normalisation de l'État colonial et génocidaire. »

Le syndicat CGT-Spectacle avait pour sa part affirmé que « la Philharmonie de Paris ne peut accueillir l'Orchestre philharmonique d'Israël sans rappeler les accusations gravissimes qui pèsent contre les dirigeants de ce pays ni la teneur des crimes commis à Gaza. »

En réponse, la direction de la Philharmonie de Paris assurait quelques jours avant le concert accueillir « aussi bien des artistes israéliens que palestiniens », avant de rappeler qu'elle était « un établissement public culturel dont la mission est d'accueillir de façon ouverte les artistes et les formations du monde, sans considérations de nationalité, d'orientation politique ou de religion. »

Pourtant en 2022, la Philharmonie de Paris avait annulé les concerts de l'Orchestre du Théâtre Mariinsky et de Valery Gergiev, en solidarité avec le peuple ukrainien, démontrant bien que la culture est un levier politique. Le discours aujourd'hui est tout autre.

« Les arguments avancés par la direction de la Philharmonie de Paris vont dans le même sens que le discours de propagande dressant une fausse symétrie entre les formations et artistes israéliens et palestiniens », répondait le collectif Artistes pour la Palestine. « C'est un double standard entre des individus et une institution soutenue par l'État génocidaire. »

Inversement de la violence

La Philharmonie a non seulement refusé d'annuler le concert, mais elle porte plainte prénommée contre les personnes qui l'ont perturbé, sans en faire de même pour les spectateurs qui ont agressé, frappé et blessé les activistes.

« Quelles que soient les opinions de chacun, il est tout fait inadmissible de menacer la sécurité du public, des personnels et des artistes. La Philharmonie a démontré qu'elle était l'écoute en répondant aux diverses interpellations reçues ces derniers jours au sujet de ce concert. Mais la violence n'est pas un combat. Et la faire entrer dans une salle de concert est très grave. En lien avec la Préfecture de Police et le service de protection de l'Orchestre, le dispositif de sécurité autour de ce concert avait été considérablement renforcé. L'établissement a porté plainte », ajoute l'institution musicale dans son communiqué.

Mais de quelle violence parle-t-on, quand aux slogans répondent des insultes et des coups ? Sur plusieurs vidéos, on voit les militant-es isolé-es dans la salle de concert et entouré-es d'une foule furieuse, recevoir des coups de poing au visage et se voir bloquer le passage vers la sortie.

À l'extérieur, les militant-es qui voulaient exprimer leur colère pacifiquement ont été encerclés alors qu'ils et elles étaient réunis pacifiquement, et devront pour cette raison s'acquitter d'une amende.

Une fois de plus, le double standard est flagrant face à la répression systématique des organisations de solidarité d'une part (avec notamment l'arrestation jeudi dernier d'Omar Alsoumi, animateur d'Urgence Palestine) et d'autre part l'impunité totale des attaques commises à l'encontre de ces mêmes organisations, qu'il s'agisse de décisions préfectorales arbitraires, d'attaques juridiques ou d'agressions physiques de la part d'individus et de groupes.

Une impunité qui résonne sourdement avec celle d'Israël, qui perpétue une guerre génocidaire depuis deux ans sans que des sanctions ne soient prises à son encontre.

date créée
2025/11/07